

Droit de la santé (fiche nationale)

RNCP38194 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128, 331
Formacode(s)	13254, 43415, 44047
Code(s) ROME	K1403, K1903, J1502
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2028

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE DE RENNES · SIRET : 13003051300019

CY CERGY PARIS UNIVERSITE · SIRET : 13002597600015

UNIVERSITE DE MONTPELLIER · SIRET : 13002979600013

UNIVERSITE DE BORDEAUX · SIRET : 13001835100010

UNIVERSITE PARIS-SACLAY · SIRET : 13002602400054

<https://www.universite-paris-saclay.fr/>

UNIVERSITE DE LORRAINE · SIRET : 13001550600012

UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE · SIRET : 19941111700013

UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE · SIRET : 13001533200013

UNIVERSITE DE TOURS · SIRET : 19370800500478

UNIVERSITE DE LILLE · SIRET : 13002975400012

UNIVERSITE AMIENS PICARDIE JULES VERNE · SIRET : 19801344300017

UNIVERSITE PARIS CITE · SIRET : 13002573700011

UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE · SIRET : 19751717000019

UNIVERSITE DU MANS · SIRET : 19720916600010

UNIVERSITE TOULOUSE CAPITOLE · SIRET : 13003061200019

UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS · SIRET : 13002995200012

ECOLE HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE · SIRET : 13000362700010

UNIVERSITE DE PARIS VIII.PARIS VINCENNES · SIRET : 19931827000014

UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN · SIRET : 19692437700282

Partenaires habilités

8 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 4 à former et organiser l'évaluation et 4 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
ASS PROMO GESTION CTRE ENS SUP A EVRY	40292484900027	Former

FORMA SUP ARL	43903961100025	Former
FORMASUP NORD-PAS DE CALAIS	42813525500050	Former
FORMASUP PARIS ILE-DE-FRANCE	42071817300065	Former et organiser l'évaluation
FORMASUP PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	39391439500057	Former
INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE	77562424000013	Former et organiser l'évaluation
METIERS DES INDUSTRIES DE SANTE ET BIEN ETRE	45212801000041	Former et organiser l'évaluation
UNIVERSITE D EVRY VAL D ESSONNE	19911975100014	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

ACTIVITÉS VISÉES

- Participation et élaboration des politiques de santé publique
- Application et contrôle des règles de droit de la santé
- Conseil aux entreprises et aux organisations en matière de droit de la santé et de la protection sociale
- Elaboration et gestion du budget en lien avec l'évolution qualitative des soins
- Définition et mise en œuvre des modalités de fonctionnement du service, de l'établissement ou de l'organisation
- Coordination et interface des équipes (soin, administration, technique)
- Définition de stratégies et pilotage managérial
- Gestion des affaires réglementaires en droit de la santé
- Gestion des ressources humaines
- Gestion des relations avec les usagers et leurs proches dans le cadre réglementaire du secteur sanitaire et médico-social
- Gestion du patrimoine de l'établissement, gestions des moyens logistiques et financiers
- Gestion des contentieux en lien avec le droit de la santé
- Audit du fonctionnement de groupe d'établissements, d'établissement, de pôle et de service
- Rédaction de documents juridiques en droit de la santé
- Gestion des relations sociales dans l'entreprise
- Montage et suivi des dossiers de contentieux en droit de la santé
- Actualisation des informations législatives et réglementaires en droit de la santé

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux

- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
 - Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
 - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
 - Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
 - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
 - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
 - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
 - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
 - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles
- Compétences spécifiques de la mention
- Appliquer le droit médical et des professions de santé
 - Appliquer le droit de la bioéthique
 - Appliquer le droit pharmaceutique et des produits de santé
 - Saisir les enjeux et logiques de l'éthique et de la déontologie en santé
 - Saisir les enjeux et logiques de la Santé publique et des politiques de santé
 - Appréhender les enjeux et logiques de la protection sociale
 - Appréhender les enjeux et logiques du droit international et humanitaire de la santé
 - Intégrer dans les analyses une approche historique de la santé et du droit de la santé
 - Appliquer les principes de l'économie de la santé
 - Comprendre le raisonnement éthique dans la relation de soin
 - Animer la réflexion éthique
 - Appliquer les logiques et les outils du droit à l'accès aux soins
 - Maîtriser les logiques du secret professionnel et du secret partagé
 - Mettre en œuvre les logiques de l'information, du consentement et du refus de soin
 - Appliquer le cadre des droits de la personne en fin de vie
 - Mettre en place les mécanismes de représentation des usagers
 - Mettre en place et piloter une stratégie managériale des structures de santé intégrant les différentes dimensions (territoriale, budgétaire...)
 - Participer à la coordination de l'orientation de la politique d'établissement avec les directions internes et les « tutelles » (ARS ; collectivités territoriales)
 - Gérer ou participer à la gestion et à l'optimisation du fonctionnement d'une structure ou d'un établissement de santé, d'un pôle ou d'un service
 - Organiser l'activité en tenant compte des contraintes (juridique, déontologique, éthique) et anticiper les contraintes organisationnelles
 - Mettre en place les stratégies de coopération et de complémentarité des structures de santé (réseaux, outils de coopération)
 - Connaître les enjeux du numérique en santé et accompagner la transformation numérique des structures de santé (télésanté, dématérialisation et sécurisation des échanges, partage de données de santé...)
 - Maîtriser les logiques d'accréditation, de certification, d'évaluation des structures de santé
 - Mettre en place un pilotage des structures de santé en situation de crise
 - Prendre en compte les logiques de la démarche qualité
 - Utiliser à bon escient les outils d'évaluation externe/interne
 - Prendre en compte les enjeux du contrôle des structures de santé
 - Appréhender et mettre en place des stratégies de management du développement durable en santé
 - Développer une politique de développement durable en santé
 - Identifier les risques en matière de santé et sécurité, y compris ceux liés à la cyber-sécurité
 - Gérer l'environnement normatif du travail en structures, publiques et privées, de santé

- Prendre en compte les enjeux et logique des ressources humaines des structures de santé
- Prendre en compte les enjeux de la santé au travail
- Prendre en compte les logiques de l'exercice libéral des professions de santé
- Appréhender le droit disciplinaire des professions de santé
- Appréhender les risques sociaux en structures de santé
- Anticiper la politique d'évolution des carrières et gérer de manière prévisionnelle les emplois et compétences
- Participer au management des ressources humaines
- Maîtriser les logiques de la responsabilité des professionnels et structures de santé
- Maîtriser les logiques de l'évaluation du préjudice corporel
- Comprendre les mécanismes de l'expertise médico-légale
- Maîtriser les logiques des modes alternatifs de règlement des différends
- Comprendre les mécanismes de l'assurance des professionnels et structures de santé
- Organiser la réflexion relative aux différends et aux conflits (déontologique, éthique, juridique)
- Appréhender globalement la résolution des contentieux (avec les acteurs professionnels, avec les patients)
- Prendre en compte les enjeux et logique de l'expertise et de la conduite du contentieux

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP38194BC01 — Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38194BC02 — Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38194BC03 — Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au

moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38194BC04 — Contribuer à la transformation en contexte professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38194BC05 — Identifier le cadre normatif de la santé et des professions de santé

LISTE DE COMPÉTENCES

- Appliquer le droit médical et des professions de santé
- Appliquer le droit de la bioéthique
- Appliquer le droit pharmaceutique et des produits de santé
- Saisir les enjeux et logiques de l'éthique et de la déontologie en santé
- Saisir les enjeux et logiques de la Santé publique et des politiques de santé
- Appréhender les enjeux et logiques de la protection sociale
- Appréhender les enjeux et logiques du droit international et humanitaire de la santé
- Intégrer dans les analyses une approche historique de la santé et du droit de la santé
- Appliquer les principes de l'économie de la santé

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38194BC06 — Intégrer le droit des patients dans sa pratique professionnelle

LISTE DE COMPÉTENCES

- Comprendre le raisonnement éthique dans la relation de soin
- Animer la réflexion éthique
- Appliquer les logiques et les outils du droit à l'accès aux soins
- Maîtriser les logiques du secret professionnel et du secret partagé
- Mettre en œuvre les logiques de l'information, du consentement et du refus de soin
- Appliquer le cadre des droits de la personne en fin de vie
- Mettre en place les mécanismes de représentation des usagers

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38194BC07 — Contribuer à la gestion et l'organisation d'une stratégie et une gouvernance des structures de santé

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mettre en place et piloter une stratégie managériale des structures de santé intégrant les différentes dimensions (territoriale, budgétaire...)
- Participer à la coordination de l'orientation de la politique d'établissement avec les directions internes et les « tutelles » (ARS ; collectivités territoriales)
- Gérer ou participer à la gestion et à l'optimisation du fonctionnement d'une structure ou d'un établissement de santé, d'un pôle ou d'un service
- Organiser l'activité en tenant compte des contraintes (juridique, déontologique, éthique) et anticiper les contraintes organisationnelles
- Mettre en place les stratégies de coopération et de complémentaire des structures de santé (réseaux, outils de coopération)
- Connaître les enjeux du numérique en santé et accompagner la transformation numérique des structures de santé (télésanté, dématérialisation et sécurisation des échanges, partage de données de santé)

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38194BC08 — Promouvoir la qualité, la sécurité, le développement durable en santé

LISTE DE COMPÉTENCES

- Maîtriser les logiques d'accréditation, de certification, d'évaluation des structures de santé
- Mettre en place un pilotage des structures de santé en situation de crise
- Prendre en compte les logiques de la démarche qualité
- Utiliser à bon escient les outils d'évaluation externe/interne
- Prendre en compte les enjeux du contrôle des structures de santé
- Appréhender et mettre en place des stratégies de management du développement durable en santé
- Développer une politique de développement durable en santé
- Identifier les risques en matière de santé et sécurité, y compris ceux liés à la cyber-sécurité

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38194BC09 — Participer à la gestion des ressources humaines des structures de santé

LISTE DE COMPÉTENCES

- Gérer l'environnement normatif du travail en structures, publiques et privées, de santé
- Prendre en compte les enjeux et logique des ressources humaines des structures de santé
- Prendre en compte les enjeux de la santé au travail
- Prendre en compte les logiques de l'exercice libéral des professions de santé
- Appréhender le droit disciplinaire des professions de santé
- Appréhender les risques sociaux en structures de santé
- Anticiper la politique d'évolution des carrières et gérer de manière prévisionnelle les emplois et compétences
- Participer au management des ressources humaines

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38194BC10 — Gérer les contentieux de la santé

LISTE DE COMPÉTENCES

- Maîtriser les logiques de la responsabilité des professionnels et structures de santé
- Maîtriser les logiques de l'évaluation du préjudice corporel
- Comprendre les mécanismes de l'expertise médico-légale
- Maîtriser les logiques des modes alternatifs de règlement des différends
- Comprendre les mécanismes de l'assurance des professionnels et structures de santé
- Organiser la réflexion relative aux différends et aux conflits (déontologique, éthique, juridique)
- Appréhender globalement la résolution des contentieux (avec les acteurs professionnels, avec les patients)
- Prendre en compte les enjeux et logique de l'expertise et de la conduite du contentieux

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

69.10.1 Services juridiques

84.12.12 : Tutelle des services de la santé

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Juriste en droit de la santé ou en droit de la sécurité sociale ou en droit des patients dans une administration nationale, locale ou hospitalière
- Juriste dans une agence de santé (agence régionale de santé ; haute autorité de santé)
- Juriste ou chargé de mission dans un établissement de santé ou un établissement social ou médico-social
- Juriste ou chargé de mission dans un syndicat de l'hospitalisation

Après réussite à un concours :

- Fonctionnaire de catégorie A et A+ (administration hospitalière)
- Avocat en droit public
- Direction d'établissement ou de service sanitaire, social, médicosocial (secteurs public)
- Direction de maison de retraite ou d'EHPAD
- Direction d'établissements médicaux

Après quelques années d'expérience :

- Direction d'établissement ou de service sanitaire, social, médicosocial (privé et privé à but non lucratif)
- Responsable de maison de retraite ou d'EHPAD (secteur privé et privé à but non lucratif)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très élevée (5/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible, Lien formation-emploi, Non-attractivité salariale
Salaire médian (mensuel)	2 358 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+3/4 (licence, maîtrise ou équivalent) en services aux personnes (54 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) V1X80 — Infirmiers et sages-femmes · tension 5/5 (Très élevée)

Projets de recrutement (BMO 2026)	39 377
Jugés difficiles à recruter	58 %
Emplois saisonniers	9 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats V1X80 — Infirmiers et sages-femmes

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignements-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participants à la formation
- des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignants

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 626 €
Selon la branche	6 965 € – 8 927 €
Prise en charge	Branches concernées
8 626 €	Valeur par défaut · 202 branches
8 927 €	CPNE chimie, CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances
8 903 €	CPNEFP Mutualité, CPNEFP Régime général de la Sécurité sociale
8 752 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
8 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
8 300 €	CPNEFP de la branche des prestataires de services du secteur tertiaire
8 240 €	CPNEFP Import-Export
7 500 €	CPNEF de l'audiovisuel
7 200 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil
6 965 €	CPNE de la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial et du thermalisme

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/12/2028
Date de dernière délivrance possible	31/12/2031

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP31492

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.univ-lorraine.fr/>
<https://www.cyu.fr/>
<https://www.ehesp.fr>
<https://www.univ-amu.fr/>
<https://www.u-bordeaux.fr/>
<https://www.univ-lille.fr/>
<https://www.umontpellier.fr/>
<https://www.u-picardie.fr/>
<https://www.univ-tours.fr/>
<https://www.univ-lyon3.fr/>
<https://www.pantheonsorbonne.fr/>
<https://u-paris.fr/>
<https://www.u-pec.fr/>
<https://www.universite-paris-saclay.fr/>
<https://www.univ-rennes.fr/>
<https://www.ut-capitole.fr/>
<https://www.univ-paris8.fr/>
<http://www.univ-lemans.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38194/>

Où se former

Formations référencées	15
Organismes	9
Régions couvertes	7
Prix indicatif	2 400 € – 7 500 €
Durée	368 – 895 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	9
Organismes gestionnaires (CFA)	4
Organismes formateurs	5
Régions couvertes	3
Départements couverts	5
Organismes certifiés Qualiopi	5
Sessions	de 09/2025 à 09/2028

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la

branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	59
Parcours menés à terme	27
Taux d'achèvement	46 %
Période	09/2024 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	90
Montant total engagé	583 389 €
Coût moyen par dossier	6 482 €
Durée moyenne	357 h
Période	08/2024 – 09/2026
France compétences	50 %
Reste à charge titulaire	44 %
Entreprise	2 %
France Travail	2 %
OPCO	1 %
Régions	1 %
Compte d'engagement citoyen	0 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.